

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Dossier

N° 455 du 02.05

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

1 Brèves

1-1 Nettoyage ethnique en Palestine

1-2 Des militants palestiniens écrivent une lettre géante sur la clôture de sécurité palestinienne.

2 Dossier

2-1 Les opérations individuelles de résistance, un cauchemar pour les occupants israéliens.

2-2 Steven Salaita : Refuser la reconnaissance d'Israël, par principe.

2-3 Chérif Boudelal : Les USA humiliés par Israël.

2-4 [Saleh Al-Naami](#) : Entre guerre et Intifada.

2-5 Juan Miguel Muñoz - le gouvernement d'ultra-droite israélien défie l'Union Européenne.

2-6 Michel Bühner : Echec de la mobilisation du lobby israélien.

2-7 K. Selim : Pavane pour une UPM en rade.

2-8 Débat autour de la question du retrait du Hamas de la liste des organisations terroristes : entretien avec Nadine Rosa-Rosso.

2-9 Nous sommes une nation occupée selon le droit international, et nous avons le droit de résister.

3 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

3-1 Et en Palestine que se passe-t-il ?

3-2 L'ampleur de la guerre de renseignements engagée entre les occupants israéliens et la résistance palestinienne.

3-3 Les obus au phosphore blanc : les enfants de Gaza ne peuvent même pas pleurer.

3-4 Ayman Quader : Le soldat israélien modèle est un tueur... mais aussi un voleur.

3-5 PAJU : Humour féroce sur leur poitrine.

3-6 Voici comment les colons développent une colonie...

3-7 Amin Abu Wardeh : Les Israéliens arrêtent de plus en plus d'enfants, de plus en plus jeunes.

1 Brèves

1-1 Nettoyage ethnique en Palestine

Ces agressions vont de pair avec la violence préconisée par des fascistes comme Avigdor Lieberman, ministre israélien des affaires étrangères, la situation au Proche-Orient, l'indignation qu'elle suscite..

Dans la même semaine, le pape a été empêché de visiter un camp de réfugiés à Béthléem ; Olivier Besancenot, qui s'est rendu en Palestine et a fait savoir qu'il dialoguerait avec les représentants de tous les partis, a été interdit d'entrée dans la bande de Gaza ; l'armée israélienne a assassiné un militant palestinien,

Abu Rahme, qui manifestait pacifiquement contre le mur de l'annexion à Bi'lin (au même endroit et avec la même arme qui a grièvement blessé Tristan Anderson, toujours dans un état critique) ; les confiscations de terres se multiplient notamment à Jérusalem Est ; la colonisation s'étend en Cisjordanie où 6000 nouveaux logements sont en passe d'être construits ; la Mosquée Al-Aqsa est agressée en permanence par des colons, protégés par la police israélienne ; 12 malades palestiniens sont morts faute d'avoir pu sortir de Gaza pour être soignés ; les opposants israéliens de New Profile sont en butte à la répression de leur gouvernement tellement "démocratique" (arrestations, confiscation des ordinateurs)...

CAPJPO-EuroPalestine :

<http://www.europalestine.com>

1-2 Des militants palestiniens écrivent une lettre géante sur la clôture de sécurité palestinienne.

Des militants palestiniens ont écrit vendredi à la bombe, en anglais, les mots "My dear Palestinian brothers" (Mes chers frères palestiniens, NDLR) sur un tronçon de la clôture de sécurité érigée par Israël dans les territoires palestiniens, premiers mots d'une longue lettre d'opposition à la construction.

Ces mots, taggés sur un tronçon au nord de Jérusalem, sont les premiers d'une lettre géante longue de 2,6km que ces militants entendent écrire pour alerter l'opinion internationale sur le sort réservé aux Palestiniens par Israël.

Ils ont été conçus par le Sud-Africain Farid Esack, militant des droits de l'Homme, pour qui le traitement infligé par l'Etat hébreu aux Palestiniens est, d'une certaine manière, pire que celui que subissait la population noire pendant l'apartheid en Afrique du Sud.

Les tronçons de la clôture de sécurité, dont la construction a débuté en 2002, sont devenus un lieu populaire pour les graffitis. Au cours des 18 derniers mois, le groupe écrivant cette lettre a taggé divers messages commandés sur l'Internet.

Faire écrire son message coûte en moyenne 30 euros, mais il en coûtera environ 16.000 euros pour achever la lettre, selon Faris Arouri, un des 12 artistes qui peignent la clôture.

Cette lettre de 1.998 mots sera écrite sur une seule ligne et à une hauteur suffisante pour éviter qu'elle ne soit recouverte par d'autres graffitis, selon Faris Arouri. Elle s'achèvera au sud du point de contrôle de Qalandia, où les Palestiniens qui souhaitent entrer à Jérusalem doivent régulièrement patienter pendant de longues heures. La fin du travail, qui nécessite de hautes échelles, est prévue pour le 15 mai.

17 avril

<http://www.aloufok.net/spip.php?article433>

2 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Les opérations individuelles de résistance, un cauchemar pour les occupants israéliens.

Les actes individuels de résistance sont en recrudescence remarquable. Cet accroissement laisse se poser diverses questions.

Certes les portées seraient limitées sur l'occupation israélienne. Mais celle-ci peut-elle les stopper ? Sinon, quel avenir ont-ils ?

Remplaceraient-ils les grands mouvements de résistance ? Ou ceux-ci pourraient-ils les exploiter, comme étant porteurs de l'esprit de la résistance ?

Croissant, décroissant

A l'opposé de la recrudescence de ces opérations individuelles, les opérations organisées sont en décroissance palpable. Plusieurs facteurs peuvent être derrière cette baisse. D'une part, il y a le mur discriminatoire de séparation. D'autre part, il y a cette collaboration effective de l'autorité palestinienne de Ramallah avec les occupants israéliens. Des résistants palestiniens sont poursuivis, emprisonnés, tués.

N'admettant toujours pas cette interminable occupation israélienne, des Palestiniens se retrouvent obligés de monter leur résistance de façon individuelle. Pas une semaine ne passe sans qu'un acte de ce genre ne se produise, dans la ville occupée d'Al-Quds, dans les territoires palestiniens occupés en 1948 et en Cisjordanie. D'un bulldozer conduit par un jeune homme, dans la ville d'Al-Quds, à une hache utilisée dans la ville d'Al-Khalil, en passant par des couteaux à Bir As-Sabaa, les moyens inventés pour cette résistance individuelle sont étonnement variés.

Ces actes sont non seulement variés, mais ils couvrent de plus toute la Palestine, géographiquement parlant. C'est pourquoi ils sèment la panique chez les occupants israéliens, sur tous les niveaux, politique et militaire comme médiatique.

Pourquoi cette recrudescence ?

La recrudescence des actes individuels de résistance laisse se poser des questions sur leurs raisons.

On pourra déceler la réponse en décortiquant la scène palestinienne.

Tout d'abord, la résistance palestinienne subit actuellement toutes sortes de pressions et de persécutions : des accords, des conférences, des arrestations, des poursuites. Des poursuites, aussi bien de la part des occupants israéliens que de la part de l'autorité de Ramallah. Il y a aussi ce mur de séparation discriminatoire qui encercle tous les Palestiniens, non uniquement les résistants. Malheureusement, il y a aussi ces coups venant de soi-disant amis !

Puis, la campagne de judaïsation de la ville d'Al-Quds de la part des Israéliens va bon train. Les travaux de creusement en dessous de la sainte mosquée d'Al-Aqsa aussi. Des habitants de la ville sainte sont persécutés, chassés. Ces agissements sionistes constituent des pressions morales sur chaque Palestinien, chaque Arabe, chaque Musulman, chaque homme ayant un petit sens d'impartialité.

S'ajoute à cela le fait que les habitants de la ville d'Al-Quds souffrent d'un chômage enraciné, d'impôts exagérés, d'une partialité, de toutes sortes de persécutions.

Par ailleurs, les habitants de la bande de Gaza souffrent le martyre à cause de ce blocus imposé depuis trois ans. Et ils endurent toujours des conséquences de cette guerre des plus inhumaines menée contre elle pendant 23 jours. Cette guerre a laissé de centaines de martyrs, des milliers de blessés, une immense destruction des infrastructures, une perte de millions et de millions de dollars. Les usines sont à plat. La chance de trouver un travail est nulle. La reconstruction n'a toujours pas débuté !

En outre, la Cisjordanie n'est pas mieux lotie. Dans ces territoires palestiniens occupés, les terrains sont confisqués. Le mur discriminatoire de séparation étouffe tout le monde. Les harcèlements des colons sionistes sont sans limites. Les arrestations continuent de plus belle. Toujours pour tuer la résistance dans l'esprit des Palestiniens.

S'ajoute à tout cela le fait que toute espérance de voir se dissiper les brouillards étouffe la scène politique palestinienne, surtout après l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir en "Israël".

Tous ces facteurs laissent les Palestiniens croire qu'ils n'ont plus aucune issue pour leurs problèmes que de chasser l'occupant par tous les moyens, la force s'il le faut. Et étant donné que les actes organisés à une grande échelle ne marchent pas comme on veut en ce moment, ce sont des individus qui s'y engagent.

La portée de la résistance individuelle

Il est sûr que ces actes individuels ne pourront rien faire contre de tels occupants. Ils ne lui feront autant de mal que les opérations organisées. Cependant, ils sont porteurs de beaucoup de sens, aussi bien pour les Palestiniens que pour les Sionistes.

Pour les Palestiniens, les actes individuels montrent que le peuple palestinien pourra faire face à l'occupation, avec tous les moyens, avec les moyens du bord, les plus élémentaires. Des moyens utilisés par tous les mouvements de libération.

Gandhi l'a utilisé : boycotter des produits de l'occupation anglaise, sit-in silencieux. Nelson Mandela en a également pratiqué, parmi beaucoup d'autres.

Nous avons jusqu'à maintenant un bulldozer, une voiture, une hache, un couteau. Mais personne ne pourra prétendre deviner ce que les opprimés inventent pour leur résistance.

En outre, ces actes montrent que la résistance ne sera pas seulement du ressort de grands mouvements. Tout un chacun résiste à sa façon, avec ses propres moyens, sans prendre en compte les calculs de ces grandes organisations.

Finalement, ces actes de résistance individuelle, bien qu'ils se révèlent être peu conséquents, donneront un peu d'espoir aux Palestiniens opprimés. Il y a de la résistance, aussi grandes soient les pressions imposées.

Et du côté de l'occupant, les opérations de la résistance individuelle pourraient aussi avoir divers sens.

Tout d'abord, ces actes constituent un grand problème pour les services israéliens de sécurité. Il est quasiment impossible de déceler une telle opération. Son idée reste dans la tête de son exécuter, sinon l'idée viendra sur le coup, sans aucune préparation. Dès qu'une occasion se présente, elle est exécutée, du fait que l'esprit de résistance soit toujours là.

En deuxième lieu, les services israéliens de sécurité montrent leur inaptitude à stopper ce genre d'opérations. Olmert, l'ancien premier ministre, l'a avoué.

En dernier lieu, ces actes font beaucoup de terreurs, de grands échos dans la société sioniste. Tout un chacun ne se sent tranquille ; le danger pourrait arriver à tout moment. Les journaux hébreux en parlent.

A titre d'exemple, dans le journal hébreu Yediot Aharonot, Alex Fichman exprime sa colère devant l'incapacité des forces israéliennes d'occupation à arrêter ces opérations. Une seule opération de ce genre pourrait en attirer d'autres, jusqu'à ce que les gens ne puissent plus emprunter les rues, à l'instar de l'époque où on avait peur de prendre les bus.

De son côté, le journal hébreu Haaretz dit que ces actes sèment la frayeur que la Cisjordanie et "Israël" ne soient plus des lieux sûrs pour les colons.

L'avenir des opérations de la résistance individuelle

Les médias israéliens racontent la peur de l'idée que ces actes soient les reflets d'une nouvelle Intifada.

C'était de la même façon que la première Intifada palestinienne a débuté. Quelques actes isolés, loin des mouvements de la résistance palestinienne, dit encore Fichman. Les autorités israéliennes de l'époque étaient prises de dépourvu. Elles croyaient que les actes étaient désolés et de courte durée.

L'exploitation d'actes isolés

Personne ne croit que ces actes isolés puissent remplacer un jour les opérations organisées de la résistance palestinienne. Ils resteront des actes complémentaires aux opérations de mouvements. Ceux-ci doivent cependant exploiter l'esprit de la résistance répandu par ces opérations individuelles.

Ces actes doivent également être une raison pour unir tous les Palestiniens de tous bords, une raison pour mettre fin à cet état de division qui règne sur la scène palestinienne.

Ces actes pourraient être exploités comme une sorte de pression sur l'Entité sioniste dans ces transactions d'échange de prisonniers.

Enfin, il est clair que les actes individuels de résistance a créé une nouvelle situation sur les scènes palestinienne et israélienne. Ils pourraient être une base solide pour rassembler tous les efforts palestiniens pour vaincre l'occupation israélienne.

CPI

24/04/2009

2-2 Steven Salaita : Refuser la reconnaissance d'Israël, par principe.

Pour être reconnu encore faut-il des frontières.

Où sont-elles ?

Il existe les frontières de 1947, tracées par l'ONU. Cette carte est la seule valable.

Finalement, quand les sionistes vous demandent d'affirmer le droit d'exister d'Israël, ce qu'ils vous demandent en réalité c'est votre validation.

Ne la leur donnez pas.

Il y a quelques années, j'ai été invité à faire un exposé dans mon *alma mater* [mon ancienne faculté] sur le massacre des Palestiniens par Israël à Deir Yassin, en 1948.

En dépit d'un méchant rhume le jour du débat, j'ai attrapé une feuille sur les chiffres effroyables du massacre et une poignée de mouchoirs en papier, et me voilà parti pour aller dénoncer Israël, en me demandant combien de sionistes cette fois s'en iraient et se plaindraient.

En fait, je n'ai eu qu'un seul contradicteur (certes, dans une petite assistance), un de mes anciens professeurs dont j'avais comme étudiant admiré le style intellectuel et pédagogique (et que j'admire toujours en tant que professionnel). J'avais fait trois classes avec ce professeur, toutes les trois précieuses et intéressantes. Je savais à l'époque qu'il était juif, comme il savait que j'étais Arabe, mais nous avions surpassé nos divergences politiques supposées grâce à une passion commune de la littérature. Et je lui suis toujours obligé de m'avoir écrit une lettre de recommandation positive pour mon troisième cycle.

Quand mon ancien professeur s'est présenté pour assister à l'exposé, j'ai eu le sentiment qu'il n'aimerait pas ce que je m'apprêtais à dire, bien que j'eusse soigneusement évité toute polémique et m'en fusse tenu à une relation factuelle des crimes de guerre du début d'Israël, me référant à l'historiographie classique. J'ai eu du mal à maîtriser un mouvement de recul quand il a levé la main à la fin de mon intervention. Un instant plus tard, nous nous disputons. Je m'étais un peu réjoui de cette opportunité de la présence d'un ancien mentor et d'une personne d'autorité, mais j'ai aussi été perturbé par le vitriol de sa réaction à ce que j'avais conçu comme une intervention modérée. J'ai certainement dit des choses bien pires sur Israël en d'autres occasions.

Nous avons vite repris notre calme et essayé de faire le tour de nos divergences. Comme d'autres membres de l'assistance, ainsi que l'organisateur du débat - un autre de mes anciens professeurs -, intervenaient dans le débat, j'ai constaté que mon adversaire se troublait de plus en plus.

« *Vous n'êtes pas convaincu du droit d'Israël à exister* » m'a-t-il lancé soudain. Je me suis trouvé déconcerté, non par ce que laissait présager cette déclaration mais par le fait que nulle part dans mes commentaires ou dans nos arguments on avait soulevé une telle question.

« Je ne pense pas que quelqu'un ici m'ait entendu dire quoi que ce soit sur la destruction d'Israël, professeur, » lui ai-je répondu froidement. Il ne laissait pas tomber le sujet cependant, sujet toujours et encore soulevé pour me pousser à chaque fois à affirmer le droit d'exister d'Israël. Et à chaque fois, je n'en tiens pas compte ou je le refuse formellement. Alors il a quitté la salle, tremblant, inconsolable malgré toute la vénération de l'organisateur du débat.

Il y a beaucoup de raisons qui m'ont amené à ne pas répondre à la demande de mon ancien professeur de reconnaître Israël. La première est d'ordre pratique : je n'ai jamais plaidé pour la destruction d'Israël, il est donc curieux qu'on me demande d'affirmer son existence. Personne ne m'a jamais demandé d'affirmer l'existence d'un autre Etat-Nation, demande à laquelle, de la même manière, je ne répondrais pas de toute façon. Comme tous ceux qui mettent l'humanité au-dessus du capital et de la hiérarchie, je crois que ce sont les êtres, et non les institutions nationales, qui requièrent notre empathie et notre attention. D'ailleurs, j'étais mécontent de la violence innée qu'on m'attribuait implicitement alors, pendant que la violence enracinée dans Israël, et que je venais de mettre en avant pendant 45 minutes, bénéficiait une fois encore d'une absence de critique, comme si elle était normative.

Les autres raisons de ma réticence à satisfaire à la demande particulière de mon ancien professeur sont d'ordres philosophique et politique. Il est particulièrement éhonté pour une nation qui s'est créée sur la destruction de la Palestine et qui est aujourd'hui entraînée dans des formes brutales de nettoyage ethnique d'exiger des victimes de sa malveillance de la reconnaître. C'est aussi une astuce rhétorique qui dissimule à peine certains impératifs opportuns, à savoir : légitimer Israël en tant qu'Etat juif, l'amnistier de son passé déplorable, l'absoudre tacitement de son comportement immoral, privilégier ses besoins au détriment de la reconnaissance élémentaire des besoins des Palestiniens.

Je n'ai aucune envie d'encourager ces impératifs. Et même si j'en avais l'envie, je n'en aurais pas le pouvoir : il ne m'appartient pas, ni à d'autres individus, de renoncer à la Palestine sous la pression d'une insistance humaniste fallacieuse venant des sionistes, ni de justifier leur perfidie sous le prétexte que cela ferait de moi, en quelque sorte, un homme respectueux et responsable.

Beaucoup de gens de toute façon ont écrit bien plus de détails sur les affirmations sous-jacentes et insidieuses du « droit d'exister » d'Israël, une expression si ambiguë qu'elle devrait susciter le soupçon chez toute personne pensante. Plutôt que de limiter ma discussion aux facteurs philosophique, politique et pratique, je préfère évoquer une raison marquante, sur le plan psychologique, pour écarter l'exigence de tous ceux qui veulent qu'on engage le débat sur le conflit israélo-palestinien en proclamant d'abord son attachement à l'existence d'Israël : une raison de principe.

En effet, c'est par principe que je suggère de ne pas acquiescer à la demande. Les sionistes détiennent déjà tous les pouvoirs dans le conflit Israël/Palestine et la plupart dans les campagnes culturelles suscitées par le conflit. Ils ont plus de financements, les meilleurs accès aux entreprises de communication et le soutien de l'armée américaine. Pourtant, les Palestiniens ont un certain pouvoir, qui ne requiert ni argent, ni sympathie des médias, ni armement : ils ont la légitimité, cette légitimité que les sionistes veulent si désespérément nous voir conférer à Israël. C'est un petit pouvoir, un pouvoir sans appareil important, mais c'est un pouvoir cependant, et que je ne suis pas prêt d'abandonner, et aucune obligation morale ne m'oblige à y renoncer. Les sionistes ont déjà pris la Palestine. Maintenant, ils essaient de s'approprier aussi notre droit à résister.

Je suis ravi, pressé même, d'affirmer le droit des juifs à vivre en paix et en sécurité, où qu'ils soient, un droit que tous les humains méritent, sans hiérarchie particulière dans le mérite. Mais je ne célébrerai pas la création sanglante d'Israël ni son objectif visant à conserver son ethnocentrisme juridique. Finalement, quand les sionistes vous demandent d'affirmer le droit d'exister d'Israël, ce qu'ils vous demandent en réalité c'est votre validation. Ne la leur donnez pas.

Jusqu'à ce qu'Israël traite les Palestiniens à égalité et avec humanité, il ne mérite pas le droit à la célébration de son existence.

Le dernier livre de Steven Salaita est : Les guerres incultes : les Arabes, les musulmans et la pauvreté de la pensée libérale. Son adresse mel : salaita@vt.edu.

Du même auteur :

Le pragmatisme du nettoyage ethnique

<http://palestine.over-blog.net/article-30579189.html>

2-3 Chérif Boudelal : Les USA humiliés par Israël.

Barack Obama, le président US a envoyé son émissaire, George Michell, en Palestine historique pour essayer de convaincre les dirigeants israéliens de respecter ses engagements en appliquant le processus de paix engagé, selon lequel un Etat palestinien sera créé pour établir une paix durable en Palestine historique.

« Pour esquiver les pressions de la nouvelle administration américaine, qui s'est clairement prononcée en faveur de la solution des 'deux Etats pour deux peuples pour régler le conflit israélo-palestinien, Benyamin Nétanyahou, le nouveau premier ministre israélien, a trouvé, jeudi 16 avril, une parade ».

A l'occasion de leur première rencontre avec George Mitchell, émissaire de [Barack Obama](#) pour le Proche-Orient, les membres du gouvernement israéliens ont exigé que les Palestiniens « reconnaissent l'Etat d'Israël comme l'Etat du peuple juif » avant même d'évoquer le projet d'un Etat palestinien.

L'émissaire américain, qu'on appelle déjà « l'Arabe » - en faisant allusion aux origines libanaises de sa mère - a essuyé deux gifles magistrales de ce nouveau gouvernement israélien. La première humiliation est plus diplomatique ; elle provient du premier ministre qui se moque éperdument des propositions faites par l'émissaire US, avec « courtoisie ». Quant à la seconde humiliation, elle provient du ministre des Affaires étrangère, Avigdor Lieberman qui refuse carrément de serrer la main à son hôte en le quittant. Après l'entretien de ce dernier avec l'émissaire américain, Aljazeera les a montré sortir d'un immeuble, George Michell tend la main à Avigdor Lieberman, mais ce dernier lui montre le chemin à prendre pour rejoindre sa voiture et lui tourne le dos pour prendre la direction inverse. Une humiliation adressée aux USA, bailleurs de fonds d'Israël, bien méritée. On peut se demander quelle va être la réaction de la Maison blanche vis-à-vis d'Israël après cette humiliation infligée à son émissaire. Si c'était un autre Etat qu'Israël, dans le meilleur des cas les USA auraient exigé des excuses de l'Etat hôte ainsi que le limogeage du ministre incriminé, faute de quoi la rupture diplomatique serait immédiate avec ce dernier, suivie du boycott, etc. Mais dans le cas d'Israël, à notre avis rien ne va se passer car ce sont les « anges gardiens » d'Israël qui veillent sur Obama, et ce dernier ne peut rien décider sans leur aval. On trouvera certainement mille excuses pour dire à George Michell d'oublier cet incident. Si ce dernier a le sens de l'honneur et veut garder sa dignité, il démissionnera. Dans le cas contraire, il va faire si de rien n'était en acceptant de subir d'autres humiliations encore, car sa mission l'oblige à traiter avec les mêmes hommes qui l'ont humilié. L'avenir nous le dira. On verra après le retour d Monsieur Michell de sa tournée au Moyen-Orient et donner à Obama son rapport.

Le mutisme total sur la présence des fascistes dans le gouvernement d'Israël actuel

Les Occidentaux ont boycotté le gouvernement palestinien dirigé par le Hamas, démocratiquement élu par le peuple, sous prétexte que ce mouvement ne veut pas reconnaître Israël. Aujourd'hui, le gouvernement israélien de Benjamin Netanyahu a deux prétextes valables pour mériter d'être boycotté par ces mêmes occidentaux qui brandissent l'étendard des valeurs universelles.

D'une part, il rejette tout ce qui a été approuvé par « la communauté internationale » en exigeant des Palestiniens de reconnaître l'Etat d'Israël comme un Etat juif avant même d'envisager de parler avec eux d'un Etat palestinien. Et d'autre part, le fait même de parler d'un Etat juif ce gouvernement se détermine lui-même comme une entité raciste, donc hors la loi, que cette même communauté dite internationale habituellement prompt à condamner. Mais apparemment cela ne dérange pas les dirigeants de cette « communauté » dans le cas d'Israël. Dès sa prise de fonction, ce gouvernement qui contient en son sein les représentants du parti fasciste « *Israël Beitouna* » - qui appelle à expulser les Arabes palestiniens hors de la Palestine occupée en 1948 - a rejeté toutes les décisions de l'ONU. Il protège et encourage les colons qui envahissent les quartiers palestiniens dans la Cisjordanie et menace d'occuper les mosquées d'Al Aqsa et du dôme du roché.

Et malgré le caractère néonazi de ce gouvernement les « démocraties occidentales », non seulement laissent faire Israël mais elles continuent à le soutenir !

Tous les masques de ces « démocraties occidentales » sont tombés en cascades depuis le boycott de la **démocratie Palestinienne.**

Celles-ci se sont tuées sur le génocide israéliens contre les habitants de Gaza. Elles continuent à se taire après l'arrivée de ce gouvernement israélien qui ne diffère pas de celui de l'Afrique du Sud d'antan. Et malgré l'arrogance de ce gouvernement qui manifeste son mépris envers cette « communauté internationale », celles-ci ferment les yeux et bouchent les oreilles devant ces barbaries pour bénéficier de la « grâce » des lobbies sionistes qui les tiennent par la gorge. Quant aux Régimes arabes, ce n'est même pas la peine d'en parler, car ils sont morts vivants.

Le silence complice de ce monde, que l'on classe à tort dans la catégorie de l'humanité, encourage le gouvernement israélien de poursuivre les destructions des maisons des palestiniens, l'usurpation de leurs terres et la construction des colonies. A titre d'exemple, rien que dans Jérusalem Est, la destruction de 1700 habitations palestiniennes, qui figurent sur la liste des constructions « sauvages », a commencé dès le premier jour de l'arrivée de ce gouvernement, qu'on appelle de « droite ». Ces destructions s'ajoutent aux 1000 autres habitations déjà détruites à Jérusalem Est par les gouvernements successifs de l'apartheid israélien. Le mutisme des médias occidentaux sur ces destructions, usurpations et implantation des colonies est total.

Après ce mutisme et cette complicité implicite, quelle légitimité reste à ces donneurs de leçons de parler de la démocratie, des droits de l'Homme et des valeurs universelles ? Les pratiques nazies qui ont révolté l'humanité, après les avoir découvertes, s'étaient au moins déroulées dans le secret total ; mais celles pratiquées par Israël sont transmises par les chaînes de télévision - une façon de lancer un défi au monde dit libre - et aucun des responsables politiques de cette planète ne pourra dire « je ne savais pas ».

Chérif BOUDELAL

le 18 avril

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/international/proche_moyenorient/20090421.OBS4183/un_nobel_accuse_israel_de_purification_ethnique.html

2-4 Saleh Al-Naami : Entre guerre et Intifada.

Alors que le gouvernement israélien d'extrême-droite prépare une nouvelle offensive militaire contre la bande de Gaza, ses services militaires de renseignement craignent l'explosion d'une nouvelle Intifada dans les Territoires Occupés, écrit Saleh Al-Naami.

L'armée sioniste est une armée de pleutres qui ne se sent forte que dans le massacre de civils et en usant de moyens totalement disproportionnés face à la résistance palestinienne. Le représentant du bloc parlementaire du Hamas, Mushir al-Masri, continue de faire le sermon du vendredi chaque semaine devant les centaines de fidèles qui se recueillent devant les ruines d'une mosquée détruite pendant la récente guerre contre la bande de Gaza. Ces ruines se trouvent dans la ville de Beit Lahiya, un des accès au sud de la bande et où la maison d'Al-Masri's a été également détruite pendant la guerre par des obus de tank. Ni lui ni sa famille n'était alors chez eux.

Al-Masri a expliqué à Al-Ahram Weekly que depuis que la guerre s'est interrompue, il avait participé aux activités publiques et politiques toutes les fois que le temps et les circonstances le lui permettaient, et que tous les autres dirigeants du Hamas avaient fait de même. La semaine dernière, le premier ministre du Hamas, Ismail Haniyeh, a fait sa première apparition publique depuis la fin de la guerre en participant aux célébrations organisées à l'occasion de la journée des prisonniers palestiniens. Profitant de cette apparition publique avec d'autres dirigeants du Hamas, Haniyeh a envoyé un message au peuple palestinien disant entre autres choses qu'ils ne craignaient pas les menaces israéliennes de plus en plus fortes de lancer une nouvelle guerre contre Gaza et de les assassiner.

Les nouveaux ministres israéliens et les chefs des agences de sécurité à Tel Aviv ont récemment proféré des menaces qui indiquent clairement qu'ils visent les dirigeants du Hamas. « Des mesures sérieuses doivent être prises contre les chefs du Hamas, et elles doivent être individuellement ciblées de sorte qu'elles mettent un terme à la contrebande des armes par la frontière et de sorte que le soldat israélien enlevé, Gilad Shalit, soit libéré, » a déclaré Yisrael Katz, ministre israélien du transport, membre du Conseil ministériel israélien pour les affaires de sécurité et proche du premier ministre israélien Binyamin Netanyahu.

Katz a réclamé une combinaison d'opérations militaires et de pressions économiques, et fait référence à la nécessité de resserrer le siège sur la bande de Gaza en stoppant l'acheminement des produits alimentaires et des matières premières premières jusqu'à ce que Shalit soit relâché.

Dimanche dernier, Netanyahu a rencontré les responsables de ses agences de sécurité pour discuter des façons de traiter la bande de Gaza et des options israéliennes vis-à-vis du Hamas. Ehud Barak, ministre de la défense était à la réunion, ainsi que le chef d'état-major Gabi Ashkenazi, le chef des services de sécurité intérieure (Shin Bet), Yuval Deskin, le chef du Mossad, Meir Dagan, le chef des services militaires de renseignement, Amos Yedlin, et le ministre adjoint de la défense, Matan Vilnai. Les sources israéliennes informées indiquent que Netanyahu était soucieux de savoir quel était le statut du Hamas parmi le public palestinien.

Il a également voulu tirer au clair la capacité militaire du Hamas puisque les rapports de renseignement ont indiqué que ce mouvement a continué à s'approvisionner en grande quantité d'armes, de munitions, et de missiles depuis la fin de la dernière offensive. Ces mêmes sources israéliennes indiquent que Netanyahu s'est attaché à mettre en application une nouvelle politique à l'égard du Hamas, et que l'évidence en est donnée à travers sa décision à la fin de la réunion d'écarter le responsable du dossier de Shalit, le Général Ofer Dekal. (Lundi dernier, l'édition du journal Haaretz a cité un haut responsable dans le cabinet de Netanyahu disant que le nouveau gouvernement comptait sur une nouvelle stratégie pour garantir le retour de Shalit dans son famille). Selon les sources israéliennes citées plus haut, ce qui a le plus irrité Netanyahu au cours de cette réunion était l'information transmise par un responsable des services militaires de renseignement expliquant que le Hamas s'était tourné vers l'acheminement d'armes par la mer, après le succès des agences de sécurité égyptiennes à réduire la quantité d'armes transitant par la frontière terrestre.

Plus importante, la question de lancer une opération militaire majeure contre la bande de Gaza n'est plus cantonnée aux discussions entre responsables politiques et militaires, l'armée israélienne ayant entamé une préparation à grande échelle dans le désert du Néguev en vue du moment où lui sera donné l'ordre d'attaquer à nouveau Gaza.

La chaîne de télévision israélienne Canal-10 a révélé que l'armée israélienne avait construit une ville modèle ressemblant à Gaza dans sa plus grande base militaire de Negev, et que les officiers et les soldats israéliens s'y entraînaient pour envahir la ville. La chaîne de télévision a signalé que des milliers de soldats de diverses forces de l'armée s'exerçaient actuellement pour forcer l'entrée dans Gaza. Le site internet en hébreu de du journal Maariv a également signalé que l'armée israélienne organisait une formation intensive pour les soldats sur les façons de réagir aux tentatives de capture venant des membres de la résistance palestinienne. L'armée israélienne admet que quelques soldats ont été tués lors de tentatives de capture par des combattants du Hamas [l'armée israélienne a préféré tuer ses propres soldats plutôt que d'avoir sur les bras plusieurs Shalit - N.d.T]. Maariv a aussi signalé qu'une formation était donnée aux soldats de l'infanterie, et qu'à tous les soldats sont distribués des instructions écrites leur rappelant comment ils ont été formés pour réagir à des tentatives de capture. Le journal a également indiqué que les responsables militaires israéliens craignaient que la résistance ne réussissent à capturer des soldats, car les organisations palestiniennes ont annoncé leur détermination à cela afin d'échanger ces prisonniers avec autant de prisonniers palestiniens que possible. Selon le journal, ces responsables considèrent de telles captures comme une menace stratégique pour l'état d'Israël, et c'est pourquoi ils ont mis sur pied une formation spécifique pour les éviter.

Pour sa part, le Hamas n'a fait aucun mystère de sa volonté de résister à Israël, et de fait il lui a lancé un défi. Le dirigeant de premier plan du Hamas, Mahmoud Al-Zahar, a annoncé que la capture de plus de soldats [israéliens] était la seule manière d'obtenir la libération de tous les prisonniers palestiniens, et il a insisté sur le fait que la capture du soldat israélien Gilad Shalit n'était pas la dernière démarche entreprise par le Hamas pour imposer la libération des prisonniers. Al-Zahar a expliqué que l'accord pour un échange de prisonniers avec Israël avait échoué en raison du refus israélien de libérer les prisonniers palestiniens ayant la citoyenneté israélienne.

Dans sa seconde apparition publique dans la bande de Gaza depuis la fin de la dernière guerre, Al-Zahar a également informé que le gouvernement de l'occupation avait d'abord suggéré de libérer des prisonniers originaires de Gaza en échange de Shalit. Mais il avait refusé de libérer des Palestiniens israéliens et des prisonniers de Jérusalem du fait de leur citoyenneté israélienne, Israël considérant leur libération comme une ligne rouge à ne pas franchir.

L'analyste politique palestinien Ahmed Fayad soutient que l'attitude agressive de Netanyahu envers le Hamas est non seulement le résultat du cas de Shalit ou de l'acheminement d'armes [vers Gaza] ; elle est due à l'intention du gouvernement israélien de renverser le Hamas.

Fayad indique que Netanyahu et Avigdor Lieberman, le chef du parti [fasciste] Yisrael Beiteinu, se sont mis d'accord pour que le nouveau gouvernement en termine avec le Hamas et que cet objectif soit inclus dans les objectifs stratégiques israéliens durant le mandat de Netanyahu. « Il est vrai que même les ministres dans le gouvernement précédent avaient réclamé le renversement du Hamas, et que le gouvernement d'Olmert a lancé une guerre féroce contre les Palestiniens dans la bande de Gaza pour atteindre ce but, mais la force de l'accord Netanyahu-Lieberman est que cet objectif est devenu une partie du nouveau programme du gouvernement [israélien] indépendamment des évolutions sur la scène palestinienne, » a déclaré Fayad au Weekly.

Placer la question du renversement du Hamas comme but avoué du gouvernement, permet au nouveau cabinet d'entamer la préparation d'opérations militaires à grande échelle, estime Fayad.

Mais ce que craint Israël, c'est le déclenchement possible d'une troisième Intifada palestinienne en Cisjordanie où le gouvernement de Salam Fayyad [autorité palestinienne] coopère avec Israël. Les sources israéliennes de sécurité ont révélé leur crainte que le nombre de plus en plus important d'opérations de résistance lancées individuellement par des Palestiniens en Cisjordanie pourrait signifier le début d'une troisième Intifada.

La radio israélienne a cité ces sources comme disant que les chefs militaires israéliens sont extrêmement nerveux quant à la fréquence de ces opérations bien qu'elles soient lancées sur une base individuelle sans que des organisations palestiniennes y soient mêlées. Ces mêmes sources considèrent que ces opérations de résistance encore limitées vont probablement augmenter et viseront l'armée et les colons israéliens.

Toujours ces mêmes sources avertissent que les membres de la résistance palestinienne en Cisjordanie « ont commencé à relever la tête » et qu'il sera extrêmement difficile à l'armée israélienne d'empêcher leurs opérations qui incluent l'utilisation de poignards, de cocktails Molotov, et de frondes. Les milieux militaires israéliens considèrent les récentes opérations de résistance comme plus menaçantes parce qu'ils sont exécutées par des personnes isolées, et non par des organisations. La récolte d'informations sur des individus liés à des organisations est relativement facile. Mais on ne peut en dire autant lorsqu'il s'agit d'individus sans affiliations organisationnelles.

Saleh Al-Naami

24 avril 2009 –

Al Ahram Weekly - Vous pouvez consulter cet article à : <http://weekly.ahram.org.eg/2009/944...>

Voir en ligne : <http://www.info-palestine.net>

2-5 Juan Miguel Muñoz - le gouvernement d'ultra-droite israélien défie l'Union Européenne.

La façon négative qu'adopte Netanyahu pour parler d'un Etat palestinien refroidit les relations Israël/UE.

Par les mots et les faits, le gouvernement d'ultra-droite israélien défie l'Union Européenne et ses efforts pour encourager une négociation avec l'Autorité Palestinienne.

Cette même unanimité s'avère être un obstacle à l'amélioration des relations économiques, scientifiques et culturelles réalisée fin 2008 entre l'UE et Israël, et congelée par la guerre de Gaza. « Ne nous imposez pas de conditions », dit, jeudi dernier, Netanyahu, au Premier Ministre tchèque et au Président de l'UE, Mirek Topolánek. Bruxelles, tout comme l'administration Obama, prévient qu'Israël doit arrêter la construction dans les colonies de Cisjordanie et la démolition des maisons palestiniennes à Jérusalem Est, en plus d'accepter la négociation avec les Palestiniens sur la base des deux Etats.

« Des activités récentes tendant à créer de nouvelles réalités sur le terrain réfutent cette vision », a déclaré le commissaire des affaires extérieures de l'Union, Benita Ferrero-Waldner. Netanyahu ne le nie pas. De plus, il refuse d'accepter les compromis signés par les Gouvernements israéliens antérieurs. Une position similaire à celle du Hamas qui induit des conséquences dramatiques pour le million et demi d'habitants de Gaza qui subit le blocus économique.

Destruction d'habitations

Rien que cette semaine, les pelleteuses ont démolé une maison dans la partie occupée de Jérusalem et une demi douzaine au sud de Naplouse (Cisjordanie). Au cours des cinq dernières années, les démolitions ont atteint le nombre de 500. Le premier Ministre fait la sourde oreille face aux pétitions, fidèle à la carte fondatrice de son parti, le Likoud, qui ne reconnaît pas le droit aux Palestiniens de former leur Etat. « Si les Israéliens ne peuvent pas construire des habitations en Cisjordanie, on ne doit pas le permettre aux Palestiniens non plus...Je n'ai pas l'intention de fonder de nouvelles colonies, mais si quelqu'un veut construire une nouvelle maison sur celles qui existent déjà, je ne vois pas en quoi c'est un problème », affirme Netanyahu.

C'est pourtant bien un problème, même si Israël prétend que le chemin du pacte avec l'UE est parallèle à celui du conflit avec les Palestiniens.

« La question est de savoir si on va conditionner l'accord adopté fin 2008 à l'admission du principe des deux Etats. Cinq ou six pays semblent disposés à le faire. Ce qui n'aura certainement pas lieu c'est le sommet annuel que la présidence tchèque de l'UE souhaitait célébrer avec Israël en Juin. Si l'unanimité sera indispensable, je ne pense pas qu'on y arrivera, même si, pour la même raison, on ne parviendra pas à se prononcer contre Israël », affirma un diplomate occidental accrédité à Tel Aviv.

En pleine crise économique, plusieurs dirigeants européens commencent à suggérer que le financement de l'Autorité Palestinienne (quelques 1 000 millions d'euros annuels) s'inscrit dans un plan institutionnel qui n'a de sens que si l'objectif est la création de l'Etat palestinien. Ils laissent également entendre que les opinions publiques européennes peuvent en avoir assez de payer à Israël la facture qui lui incomberait en tant que pays occupant.

Juan Miguel Muñoz –

El País –

25 avril 2009 –

<http://www.elpais.com/articulo/inte...>

Traduction de l'espagnol : Assia B.

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6522

2-6 Michel Bühler : Echec de la mobilisation du lobby israélien.

Enquête. Pris au dépourvu à Durban en 2001, les lobbies pro-israéliens ont pesé de tout leur poids sur la conférence de Genève. Plongée dans la galaxie de ces groupes de pression.

La conférence de Genève devait faire le point sur les progrès de la lutte contre le racisme depuis Durban I, en évitant ses dérives antisémites passées.

Elle a pris l'allure d'un match retour et d'un succès pour les groupes de pression juifs.

Depuis près de huit ans, ces derniers sont préparés à ce rendez-vous, dont le jour d'inauguration, le 20 avril, coïncidait de surcroît avec la commémoration de la Shoah.

Les préparatifs de cette contre-attaque ont débuté dès le lendemain de Durban I. Arrivé du Canada à Genève, le professeur d'histoire Gil Troy se rappelle du retour d'Afrique du Sud de son collègue Irwin Cotler en 2001 «traumatisé, le visage défait avec un sentiment de colère et de trahison. Depuis lors, les communautés juives se sont dit: "Plus jamais ça."»

«J'ai immédiatement pensé qu'il fallait agir», se souvient, lui aussi, Gerald Steinberg, professeur en Israël:

«Durban I nous est tombé dessus par surprise. Nous n'étions pas préparés, nous dormions.» Des ONG jugées antisémites avaient pris le pouvoir à Durban? C'est sur ce même terrain qu'il fallait contre-attaquer. Gerald Steinberg fonde alors NGO Monitor, une organisation basée à Jérusalem qui se propose de fournir aux milieux intéressés et au grand public «des analyses critiques de la production des ONG internationales» sur Israël.

Autrement dit, de saper leur crédibilité, à commencer par Human Rights Watch et Amnesty International. «Notre premier succès a été de pousser la fondation Ford à ne pas soutenir les organisations participant à Durban II.»

Gerald Steinberg identifie d'abord chez ses adversaires ce qu'il appelle la «stratégie Durban». Selon lui, les critiques des ONG contre Israël depuis 2001, y compris sur le mur en Palestine ou la guerre à Gaza, feraient partie d'un plan antisémite décidé à Durban. Pour le subvertir, NGO Monitor n'hésite pas à utiliser parfois les moyens qu'il dénonce, en jetant l'anathème sur des organisations au moyen d'informations manipulées.

La campagne qui se met dès lors en place au niveau mondial puise dans un argumentaire très ciblé et souvent tronqué. Deux exemples. La Déclaration finale de la Conférence de Durban est épinglée comme «haineuse». Eye on the UN, organisation américaine radicalement pro-israélienne dénonce le fait qu'«Israël est la seule nation critiquée nommément dans la déclaration, qui affirme que les Palestiniens sont victimes du racisme israélien».

Ces assertions se sont répandues sur la toile, même si elles sont fausses.

A la lire de près, pourtant, la déclaration s'inquiète du sort des Palestiniens «sous occupation étrangère», tout en reconnaissant le droit à la sécurité pour «tous les Etats de la région, y compris Israël». Le problème? Cet article 63 est situé sous le chapitre Victimes de racisme et de discrimination raciale. Assez, selon certains, pour faire resurgir le spectre du slogan «sionisme = racisme».

Les méthodes de l'adversaire. Autre exemple: Durban II a été vilipendé par les organisations juives dès le début, parce que, disent-elles, son comité préparatoire était «présidé par la Libye et coprésidé par l'Iran». Cuba et le Pakistan sont aussi cités. Bernard Henry-Lévy, de passage à Genève pour commémorer le souvenir de la Shoah lundi dernier, a lui aussi insisté sur ces pays dans une interview au Matin Dimanche. Pourtant, le site de la conférence indique que le comité comprenait une vingtaine de vice-présidents, dont la Norvège, la Grèce ou la Belgique.

Sur le plan opérationnel, Gerald Steinberg en témoigne, des contacts se sont très vite noués avec des groupes de pression et des communautés, notamment en Europe et aux Etats-Unis. Comme deux Juifs égalent trois opinions, selon le dicton, impossible d'imaginer une planification au niveau international. Mais cela n'exclut pas la concertation, qui s'est intensifiée au fil du temps. Tzipi Livni, encore ministre israélienne des Affaires étrangères, a rencontré une trentaine d'organisations juives du monde entier à Jérusalem, le 26 février 2008, «afin de coordonner les efforts pour éviter que la conférence [Durban II] (...) ne devienne une fête de la haine anti-israélienne et antisémite», selon le Jerusalem Post. Andy David, porte-parole du Ministère des affaires étrangères

israélien préfère, lui, parler d'information. «Les organisations juives n'ont pas besoin de l'Etat d'Israël pour se mobiliser», résume-t-il.

Accords et désaccords. «Le même sentiment était partagé dans tous les pays, il n'y a pas eu besoin de coordination», confirme Hillel Neuer, le très actif directeur de UN Watch à Genève. Côté lobbying, personne n'a chômé. Publication d'un manifeste d'une page dans quatre quotidiens américains, signé par 25 personnalités, dont Elie Wiesel; appel du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) à se rendre à Genève; rencontres du Congrès juif mondial avec les ambassadeurs européens à l'ONU; pétition, dite de Pascal Bruckner, sur l'internet; campagne du Centre de documentation sur Israël en Hollande pour le boycott «depuis le début». Toutes les grandes organisations n'ont pas pour autant marché du même pas. Ainsi, le puissant American Jewish Committee a participé à la mission exploratoire que Barack Obama avait envoyée à Genève en mars dernier. Ce qui a valu à son président, David Harris, les foudres de la passionaria de Eye on the UN, Anne Bayefsky, qui l'accusa d'ignorer «les appels répétés de Tzipi Livni» pour un boycott!

Entre 2001 et 2009, les défenseurs du sionisme ont aussi bénéficié d'un allié paradoxal: les pays musulmans. En insistant pour introduire la diffamation des religions, l'islamophobie et la limitation de la liberté d'expression dans les textes onusiens, ils ont permis aux défenseurs d'Israël de rallier à eux une large palette de critiques de la conférence.

A défaut de réelle coordination, nombre d'associations américaines de soutien à Israël qui ont élevé la voix contre Durban II pêchent dans les mêmes eaux: celles des néoconservateurs et de la droite dure. Eye on the UN, déjà citée, créée par le Hudson Institute et le Touro Institute, ne cache pas son aversion pour les Nations Unies. Anne Bayefsky signe des textes dans les revues de droite Weekly Standard et National Review. On retrouve sa signature au Jerusalem Center for Public Affairs (JCPA), lequel a aussi financé NGO Monitor à son lancement. Ce dernier annonce le soutien de la fondation familiale Wechsler, dont la référence sur l'internet redirige sur le JCPA. Une autre donatrice de NGO Monitor est Nina Rosenwald, philanthrope et héritière de la chaîne de magasins Sears. Son nom apparaît dans une myriade d'associations conservatrices. Elle est au comité du lobby pro-israélien AIPAC, vice-présidente du Jewish Institute for National Security Affairs, groupe néoconservateur où elle côtoie John Bolton, Richard Perle ou encore l'ex-vice-président Dick Cheney. Elle est aussi membre du comité directeur du... Hudson Institute. On peut continuer l'exercice à l'envi. John Bolton, ex-ambassadeur du gouvernement Bush aux Nations Unies à New York, fut membre du bureau international de UN Watch, lobby pro-israélien à l'ONU. Et Jeane Kirkpatrick, décédée en 2006, occupa le même poste à la fois aux Nations Unies et à UN Watch.

Les résultats de cette impressionnante mobilisation ont pu se mesurer cette semaine par une occupation serrée du terrain. Les Nations Unies ont interdit tout événement lié à la situation israélo-palestinienne dans leurs murs, ce qui n'a pas empêché des petits groupes de jeunes activistes juifs, qui avaient réussi à pénétrer dans la salle, de tenter de perturber le discours d'Ahmadinejad; le bureau du Congrès juif mondial à Genève a annoncé, lundi, la venue d'une quinzaine de groupes représentant plus d'une centaine d'organisations juives, surtout américaines et européennes.

Victoire à la Pyrrhus. Habilement, UN Watch a organisé, le 19 avril, un «Sommet pour les droits de l'homme» qui a regroupé une trentaine d'ONG, donnant la parole à des victimes d'abus en Egypte, Iran, Rwanda, Libye, entre autres et, le 20 avril, la commémoration de la Shoah sur la place des Nations a rarement réuni tant de monde au moment où, à l'ONU, le président iranien accaparait la parole. Le lendemain, une autre commémoration de la Shoah se tenait au Palais des Nations, organisée par le Touro Institute. Au programme aussi, le 22, un Rallye Israël pour la paix prévu pour rassembler un millier de personnes.

Et maintenant? «Tout le monde retournera à ses activités normales», répond Gerald Steinberg, souriant en faisant référence aux groupes qui se sont mobilisés contre Durban II. Seule certitude à la fin de cette semaine: entre une victoire à la Pyrrus et la débacle onusienne, la lutte contre le racisme, le dialogue des civilisations et les progrès dans la défense des droits de l'homme affichent un recul inquiétant.

Michel Bühner

Source: www.hebdo.ch

23-04

www.hebdo.ch/edition/2009-17/actuels/monde/la_revanche_du_monde_juif.htm - 37k -

2-7 K. Selim : Pavane pour une UPM en rade.

Les Européens veulent convaincre les Arabes d'oublier Ghaza

Une réunion de hauts fonctionnaires était prévue à Bruxelles pour le 23 avril pour discuter de l'Union pour la Méditerranée.

Rien d'exceptionnel. Normal, le travail banal que mènent les diplomates et les experts pour accompagner la mise en place d'un projet.

On déblaie le terrain sans que cela n'engage politiquement les Etats. L'agence française de presse AFP lui a donné, hier, un sens politique plus fort en indiquant, sur la base de source européenne au Caire, qu'elle a pour but de « réanimer » l'Union pour la Méditerranée, « gelée depuis la guerre de Ghaza ».

Selon l'agence, la réunion organisée à l'initiative de Javier Solana va tenter de réunir les Européens, les Arabes et les Israéliens. Mais qu'y a-t-il du point de vue des Etats arabes, parties prenantes à l'UPM, qui peut justifier qu'ils renoncent à leurs réticences à s'engager dans un projet réduit en miettes par le carnage de Ghaza ?

Comment ces Etats arabes pourraient convaincre des opinions profondément révoltées par le massacre de l'utilité de s'asseoir à la même table que les Israéliens dans le cadre de l'UPM ? Outre le fait que le massacre est encore présent dans les esprits, il faut noter que Ghaza continue de subir un état de siège. L'avènement d'un gouvernement d'extrême droite en Israël, qui refuse le principe des deux Etats, ne peut être qualifié de donne positive pour la relance politique de l'Union pour la Méditerranée.

On peut aussi constater, à travers l'attitude des Européens au sujet de la conférence sur le racisme, Durban II, qu'une attitude un tant soi peu critique à l'égard d'Israël n'est pas de mise. Difficile d'oublier que la présidence tchèque de l'Union européenne avait osé, dans un premier temps, qualifier l'agression israélienne contre Ghaza de « défensive ».

« Volontarisme »

Objectivement, du point de vue des Européens, c'est aux Arabes de céder. Comme si Ghaza n'a pas eu lieu et comme s'il n'y a pas un gouvernement d'extrême droite israélien qui exige que les Palestiniens le reconnaissent comme un Etat juif, et donc d'ouvrir la voie à une purification ethnique légale contre des centaines de milliers de Palestiniens.

Il n'y a donc, à moins d'un renversement incompréhensible de la situation, aucune raison pour les Etats arabes d'abandonner leur réserve au projet de l'UPM. La réunion « informelle » de jeudi à Bruxelles entre hauts fonctionnaires ne devrait pas avoir d'incidences importantes sur un projet en état de mort clinique. Il faut surtout voir une tentative des Européens d'essayer de vaincre les réticences fondées des Etats arabes. C'est ce qu'une source européenne au Caire, citée par l'agence française, appelle un effort de « volontarisme » destiné à permettre une relance officielle du projet UPM. « Sans volontarisme, l'UPM risquait l'enlisement, mais on ne sait pas encore quels pays arabes accepteraient de revenir autour de la table ».

La relance « rapide » de l'UPM est donc largement tributaire d'une décision des Etats arabes d'aller à contre-courant de leurs opinions publiques qui ne comprennent pas que l'on puisse s'asseoir à la même table que les responsables d'un carnage odieux contre les Palestiniens. Il paraît difficile d'occulter les aspects politiques pour focaliser sur une Union des « projets » dont le financement n'est d'ailleurs pas évident. A juste titre, l'ancien ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, a relevé que les « Européens veulent lancer un vaste espace de coopération, mais qui reste extrêmement lié au processus de paix au Proche-Orient, avec la résolution du conflit israélo-palestinien ».

La question de l'UPM devait être abordée à la réunion des ministres des Affaires étrangères du groupe 5 5 qui se tient à Cordoue les 20 et 21 avril. La réunion, à laquelle participent le secrétaire général de l'Union du Maghreb arabe, Habib Ben Yahya, et la Commissaire européenne aux Relations extérieures, Benita Ferrero-Waldner, devrait faire le « point sur l'Union pour la Méditerranée, à quelques jours d'une réunion des hauts fonctionnaires de l'UPM prévue à Bruxelles le 23 avril », lit-on sur le site du ministère français des Affaires étrangères. On attendra pour voir. Mais on peut déjà constater que le modeste format des 5 5, regroupant les pays de la Méditerranée occidentale, est plus réaliste et peut être plus fécond qu'une UPM trop large et à la finalité politique douteuse.

K. Selim,

Le Quotidien d'Oran,
21 avril 2009

http://www.algeria-watch.org/fr/article/pol/union_mediterranee/oublier_ghaza.htm

2-8 Débat autour de la question du retrait du Hamas de la liste des organisations terroristes : entretien avec Nadine Rosa-Rosso.

Elkalam.com s'entretient avec Nadine Rosa-Rosso, ancienne secrétaire-générale du Parti du Travail de Belgique, qui vient de lancer une action à l'échelle européenne afin de retirer le Hamas de la liste des organisations terroristes.

Elle nous explique aujourd'hui les raisons de cette initiative.

Entretien conduit par Nicolas Lalande.

Pourquoi avez-vous décidé de lancer un appel pour le retrait du Hamas de la liste des organisations terroristes

L'appel est la suite de mon intervention le 17 janvier dernier au forum international de Beyrouth sur le thème « **La gauche et l'appui à la résistance** ».

L'offensive israélienne contre Gaza était encore en cours.

Le but plus ou moins explicite de cette opération était d'annihiler autant que possible les forces de résistance à l'occupation de la Palestine depuis soixante. Il s'agit aujourd'hui en premier lieu du Hamas. Nous avons assisté à de nombreuses dénonciations des massacres commis contre la population gazaouie. Par contre, peu de voix se sont élevées pour dénoncer l'objectif même de l'opération, à savoir la liquidation du Hamas et de son implantation dans le peuple palestinien. Une des causes de l'absence de solidarité avec la résistance palestinienne est que toutes ses organisations se trouvent sur la liste européenne (et américaine) des organisations terroristes. Dans son rapport au Conseil de l'Europe de novembre 2007, le rapporteur européen Dick Marty a conclu que « *se trouver sur cette liste équivaut à une condamnation à mort* ». On ne pourrait être plus clair. Suite aux massacres de décembre 2008 et janvier 2009, et dans la perspective des élections européennes de juin 2009, il me semblait urgent d'exiger que ces organisations soient retirées de la liste et d'ouvrir un débat politique sur la

reconnaissance de la résistance.

Pouvez vous nous expliquer les raisons qui ont poussé l'Europe à inscrire le Hamas sur cette liste en 2003 ?

En cette matière comme malheureusement en beaucoup d'autres, l'Union européenne se contente de suivre la stratégie et le modèle américains. Les organisations de résistance palestiniennes, dont le Hamas, figuraient sur la liste américaine des organisations terroristes en 1995, sous la présidence de Clinton. Il s'agissait de mettre fin à l'alliance entre principalement le Hamas et le FPLP qui s'opposaient aux accords d'Oslo. Toutes les organisations (huit au total) qui s'y sont effectivement opposées se sont retrouvées sur la « *Specially designated terrorist list* » (SDT), visant spécifiquement les « personnes et organisations qui voulaient empêcher le processus de paix au Moyen-Orient ». L'Union européenne a repris les organisations palestiniennes sur sa propre liste après le lancement de la « *Global War On Terror* » qui a suivi les attentats du 11 septembre 2001, bien que naturellement les organisations palestiniennes n'avaient rien à voir avec ces attentats.

Etant donné les pressions politiques qui s'exercent sur les dirigeants et députés européens au profit d'Israël (qui s'est manifesté en décembre par le rehaussement des relations entre l'Europe et Israël), pensez-vous qu'il est concevable d'imaginer un tel retrait ?

La pression du lobby sioniste est effectivement très forte. Il existe même une initiative parlementaire du 12 juin 2008 de députés européens pour ajouter le Hezbollah sur la liste européenne des organisations terroristes. Elle a reçu le soutien de 79 parlementaires européens. D'autre part, avec la guerre contre le Liban en 2006 et l'invasion de Gaza en 2008, la légitimité de la résistance, y compris armée, commence à être mieux reconnue dans divers milieux politiques. Tout récemment, une délégation de parlementaires italiens et grecs a rencontré le chef du Hamas, Khaled Meshaal. Il devient de plus en plus clair que toute solution de la question palestinienne se fera avec le Hamas ou ne se fera pas. Notre appel s'adresse aux futurs parlementaires européens mais aussi à leurs électeurs : cessez de voter pour des candidats qui criminalisent la résistance ! Nous poserons la question aux têtes de liste des partis candidats aux élections dans les 27 pays de l'Union européenne et nous publierons leur réponse. Nous ne pourrions probablement pas obtenir satisfaction au cours de cette campagne mais nous pouvons imposer un débat politique et faire pression sur les futurs élus. Le 26 janvier 2009, le Conseil de l'Union européenne a retiré les Mujhedin du Peuple (Iran) de la liste des organisations terroristes. Depuis la création de la liste européenne, cinq groupes et dix-huit individus en ont été retirés, au total. Il est aussi encourageant que de plus en plus de voix s'élèvent, dans les milieux politiques, juridiques et militants contre l'existence même des législations antiterroristes.

La gauche européenne, que vous représentez, vous soutient-elle dans cette démarche ?

Je ne représente pas la gauche européenne, je suis une militante communiste indépendante. L'appel a été lancé le 1er février et adressé, notamment, à tous les députés européens regroupés dans le groupe des Verts, de la Gauche Unie européenne et dans le groupe socialiste. Jusqu'à aujourd'hui, à l'exception notable de Giulietto Chiesa (Italie, groupe socialiste au Parlement européen), qui a immédiatement signé l'appel, nous n'avons reçu aucune réponse des autres députés. Cependant, des communistes très célèbres, comme **Henri Alleg** et **Jose Saramago**, ont rejoint l'appel. Nous avons à ce jour récolté, de personne à personne, plus de mille signatures, dont un quart de personnalités connues et de nombreux militants de la cause palestinienne. Les signataires émanent de la plupart des pays de l'Union européenne. Des signatures nous sont également parvenues de tous les continents bien que nous n'orientons pas nos efforts à ce stade-ci hors de l'Union européenne.

Pourquoi selon vous, existe-t-il un si grand fossé entre d'un côté le soutien de la gauche et l'extrême gauche au peuple palestinien, et de l'autre la négation, par ces mêmes tendances, d'une partie de la représentation politique de ce peuple, à savoir le Hamas ?

Une grande partie de la gauche et de l'extrême-gauche ne peut pas admettre qu'une résistance nationale soit dirigée par une organisation qui a un fondement religieux, facteur aggravé quand il s'agit de l'islam. Elle en arrive à nier la reconnaissance de cette résistance par le peuple directement concerné, à savoir le peuple palestinien. La gauche ne fait ainsi que s'écarter davantage des résistances dans le monde et, en définitive, qu'aggraver son isolement dans les populations en lutte. Le débat suscité par l'appel pour le retrait du Hamas de la liste européenne des organisations terroristes devrait permettre, c'est en tout cas mon espoir, d'avancer dans ce débat et de regrouper les forces, aussi au sein de la gauche, qui militent en faveur d'un rassemblement des résistances. La plupart de ceux qui prônent un maintien du Hamas sur cette liste considèrent que le retirer sans aucune condition reviendrait à soutenir et approuver explicitement ses actions contre les civils israéliens. Qu'en pensez-vous ?

Le peuple palestinien est dans une situation de guerre et d'occupation depuis plus de soixante ans, face à une force militaire incomparablement plus puissante et bénéficiant de l'appui inconditionnel des Etats-Unis et, de plus en plus ouvertement de l'Union européenne. Les guerres menées au nom de la lutte contre le terrorisme, tout comme les embargos, ont fait des millions de morts civils dans le Golfe, en Afghanistan et au Moyen-Orient. Reconnaître le Hamas et les autres organisations palestiniennes comme des organisations légitimes de résistance est au contraire le premier pas à faire, de la part de la communauté internationale, pour contribuer à une solution juste de la question palestinienne. Nous ne sommes pas en Palestine occupée, notre rôle n'est pas de décider comment la résistance doit se battre mais de lui accorder la place politique qui lui revient. Seule la fin de l'occupation des terres palestiniennes, par une solution politique juste, peut mettre fin aux morts des civils, quels qu'ils soient.

Nadine Rosa-Rosso

Nadine Rosa-Rosso est également l'auteur du livre "[Du bon usage de la laïcité](#)".

2-9 Nous sommes une nation occupée selon le droit international, et nous avons le droit de résister.

Tout a commencé assez calmement, par une marche dans la grand' rue, après les prières de midi à la mosquée. Les villageois palestiniens étaient entourés de dizaines d'internationaux chantant et brandissant des drapeaux. Ils ont tourné pour se diriger vers les oliveraies et monter le chemin étroit qui va à la barrière d'Israël sur la terre de Bil'in. Là, derrière un bunker de béton au sommet de la colline, les soldats israéliens les observaient.

La foule s'est approchée de la barrière, en chantant. Un homme a lancé un cerf-volant, à la forme d'un avion. « Cette terre est une zone militaire fermée », a crié un soldat israélien par haut-parleur, dans un arabe impeccable. « Vous n'êtes pas autorisés à vous approcher du mur. » Puis les soldats ont tiré des salves de gaz lacrymogène. Ce fut la même chose chaque vendredi dans le village de Bil'in, depuis plus de quatre ans – la manifestation populaire la plus tenace contre le long mur d'acier et de béton d'Israël. C'est une protestation basée sur la non-violence, qui s'étend dans d'autres villages de Cisjordanie. Mais elle devient de plus en plus dangereuse.

Le 17 avril, sur une colline de Bil'in, **un Palestinien nommé Basem Abu Rahmeh**, 31 ans, a été touché par une grenade lacrymogène à grande vitesse qui lui a transpercé la poitrine, provoquant une hémorragie interne massive et l'a tué en quelques minutes. Les vidéos prises par un autre manifestant montrent qu'il n'était pas armé, qu'il était loin de la barrière et ne constituait aucune menace aux soldats.

L'armée israélienne a dit qu'elle faisait face à « une émeute violente et illégale » et qu'elle enquêtait. Vendredi, les manifestants de Bil'in portaient l'image de Rameh sur leurs t-shirts et sur des pancartes.

Le mois dernier, un autre manifestant, **un américain nommé Tristan Anderson**, 38 ans, a été touché à la tête par une grenade lacrymogène à grande vitesse identique, lors d'une manifestation de protestation contre la barrière, dans le village voisin de Na'alim. Il a été grièvement blessé, il a perdu l'œil droit et souffre de lésions cérébrales. Sa mère, Nancy, a dit : « Pour nous, c'est horrible qu'ils tirent sur des manifestants pacifiques. »

La manifestation de vendredi a duré environ trois heures. La foule s'est à plusieurs reprises ruée vers la barrière, puis a battu en retraite sous les nuages de gaz. L'armée a fait constamment hurler une sirène au son très aigu, entrecoupé par des avertissements en arabe et en hébreu : « Reculez. Toi, avec le drapeau, recule, » et, de façon incongrue, en anglais : « Vous entrez dans une zone d'exclusion de navires. Faites immédiatement demi-tour. »

La manifestation de Bil'in a toujours été non-violente, bien que vendredi, comme c'est souvent le cas, des dizaines de jeunes et d'hommes en colère ont envoyé des pierres aux soldats avec des lance-pierres. Pour sa part, l'armée israélienne a tiré sur la foule des gaz lacrymogènes, des grenades incapacitantes, des balles caoutchouc-acier et quelquefois, des balles réelles.

Il y a eu longtemps des partisans palestiniens de la non-violence, mais ils ont été englouti par le militantisme de la Deuxième Intifada, le soulèvement qui a commencé en 2000 et qui a explosé en vagues d'attentats suicide épouvantables.

Eyad Burnat, 36 ans, a passé de longues heures à discuter avec les jeunes de Bil'in, petit village de moins de 2.000 habitants, pour les convaincre des mérites de « la résistance civile partant de la base ».

« Il est évident que ça devient plus difficile lorsque quelqu'un est tué, » dit Burnat, qui mène la manifestation. « Mais nous avons déjà eu ces problèmes par le passé. Plus de 60 personnes ont été arrêtées et pourtant, ils sont revenus à la non-violence. C'est une décision stratégique. »

Certains, comme le député palestinien modéré Mustafa Barghouti, espère que ce soit le début d'un mouvement plus large dans toute la société palestinienne. « C'est une étincelle qui se répand, » dit-il à Bil'in. « C'est une alternative aux négociations inutiles et à ceux qui pensent que seule la violence peut aider. »

Mais ce n'est pas tant que tous les jeunes du village se soient convertis à la cause pacifique, c'est plutôt qu'ils respectent et suivent leurs aînés. « Personnellement, je ne crois pas à la résistance non-violente, » dit Nayef al-Khatib, 21 ans, étudiant en comptabilité. « Ils ont pris notre terre par la force, et nous devons la leur reprendre par la force. »

A Bil'in, la barrière coupe le village de plus de la moitié de sa terre agricole et elle a permis l'expansion continue des colonies juives, dont l'énorme et ultra-orthodoxe colonie de Modiin Illit, bien que toutes les colonies sur une terre occupée soient illégales selon le droit international (et le droit israélien, *NdT*).

La Cour Internationale de Justice a donné en 2004 un avis consultatif que la barrière était illégale là où elle traversait la Cisjordanie, et même la cour suprême israélienne a statué il y a presque deux ans que le tracé à Bil'in n'était fondé sur aucune « raison de sécurité militaire » et devait être modifié. Mais rien n'a changé.

Comme la plupart des hommes du village, Nayef al-Khatib a fait de la prison. Il a été arrêté à 17 ans pour avoir manifesté et a passé un an derrière les barreaux, faisant sa dernière année de collège depuis sa cellule. Cette incarcération signifie qu'il ne peut pas obtenir de permis de voyage à Jérusalem ni en Jordanie, et il est souvent détenu pendant des heures aux checkpoints militaires israéliens, à l'intérieur de la Cisjordanie. « Mais c'était pour moi un honneur. Maintenant, je suis comme les hommes plus âgés, » dit-il.

Certains des ces aînés ont de l'influence. Ahmad al-Khatib, 32 ans, fut membre des Brigades des Martyrs d'al-Aqsa, un groupe militant de premier ordre, et fut incarcéré pendant un an pour avoir transporté des armes. Il s'est maintenant engagé dans la non-violence, et il s'oppose même aux jeteurs de pierre.

« Je ne regrette pas ce que j'ai fait, mais je ne le referai pas, » dit-il. « Nous sommes une nation occupée selon le

droit international, et nous avons le droit de résister, bien que ça ne signifie pas que je soutiens les attaques suicide. Mais je ne veux pas résister pendant toute ma vie. »

Il soutient qu'une stratégie non-violente entraîne moins de pertes palestiniennes. « Ca ne me pose aucun problème de mourir pour récupérer ma terre, mais j'enverrai ma terre au diable si cela ramenait notre martyr, qui est mort la semaine dernière. La vie d'un être humain et plus importante que la terre elle-même. »

Souvent, pour les villageois, la question la plus sensible n'a pas été de prendre ou non les armes, mais plutôt s'il faut ou non accepter en leur sein tant d'internationaux, et en particulier les manifestants israéliens. Ahmad al-Khatib dit que ce fut « *la question la plus discutée* », car beaucoup craignaient que les Israéliens viennent les espionner, jusqu'à ce qu'ils voient qu'eux aussi été blessés et arrêtés.

Un des premiers Israéliens à rejoindre la protestation de Bil'in, dès le début, est Jonathan Pollack, 27 ans, activiste et membre d'Anarchistes Contre le Mur, qui vit à Jaffa, juste au sud de Tel-Aviv. Bien qu'ils l'accueillent chaleureusement maintenant, les débuts furent tendus. « *Je ne suis toujours pas l'un d'entre eux et je ne fais pas semblant de l'être,* » dit-il.

À la différence de la plupart des autres initiatives de paix communes, dans ce cas les Israéliens sont en minorité et en arrière-plan. « *Je pense qu'il est très important que la lutte soit menée par les Palestiniens et que les relations de pouvoir colonial sont sciemment inversées,* » dit Pollack.

Article paru initialement, en anglais, dans [The Guardian](#).

Rory McCarthy :

http://www.alterinfo.net/Les-manifestations-non-violentes-contre-la-barriere-de-Cisjordanie-de-plus-en-plus-dangereuses_a32088.html

Traduction : MR pour ISM

Source : [Palsolidarity](#)

3 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Et en Palestine que se passe-t-il ?

En Cisjordanie, les check-points empêchent les gens de circuler, d'aller au boulot, à l'école ou à l'hôpital, les frontières sont fermées et contrôlées par les soldats sionistes, le couvre feu interdit aux gens de sortir de chez eux.. sous peine de mort ! Tous les jours, des terres sont volées, des maisons confisquées ou détruites, des oliviers arrachés, des troupeaux empoisonnés, des citoyens emprisonnés, des militants assassinés, des prisonniers torturés. Toutes ces misères n'excluent pas les enfants, ni les femmes, ni les personnes âgées. A Gaza, pas de check-points, mais un blocus qui affame la plus grande prison du monde, et des bombardements, nuit et jour, qui peuvent durer trois semaines et causer 1500 morts et 5000 blessés, brûlés, estropiés, mutilés à vie !

israel a fait un carnage en début d'année. Tout a été détruit, les gens tués, l'économie anéantie.. mais le blocus israélien continue et les Gazaouis ne peuvent ni reconstruire ni même soigner convenablement les blessés et les malades. L'aide humanitaire entre au compte-goutte et de façon arbitraire, malgré les protestations de l'ONU. Des quantités astronomiques de denrées alimentaires, matériel médical ou de construction restent en Egypte, à pourrir ou griller au soleil pendant des mois, pour être ensuite détruites parce que « *périmées* ».

Dans la Palestine colonisée depuis 1948 et vivant sous occupation militaire, la population est crucifiée collectivement par la machine de guerre d'Israel. Le monde entier laisse faire ? comment est-ce possible ? Israel n'est que le fer de lance de l'empire, colonial, libéral et sioniste, il est donc appuyé par les gouvernements de la plupart des pays, les USA en tête, mais aussi l'Egypte et la Jordanie. Et puis l'Europe, bien entendu, qui soutient de tout son poids politique, économique et financier. Oui, les gouvernements, les mêmes qui votent ici des lois contre les immigrés ou pour la flexibilité. Les mêmes qui envoient des troupes en Afghanistan, pour écraser un autre peuple qui résiste. Les mêmes qui quittent la conférence de Durban parce que le président iranien dénonce l'état raciste israélien.

Mais les gouvernements ne sont pas seuls à soutenir le sionisme. Ce qui rend possible ce génocide progressif c'est aussi la télévision - et les media en général - qui nous forcent à croire que les terroristes ce sont les Palestiniens. Les media ne condamnent jamais israel, ni son gouvernement fasciste, ni les assassinats, ni les violations quotidiennes du droit international. Mais trois mois après le massacre sans nom (et sans couverture médiatique), les media se déchaînent aujourd'hui contre ceux qui accusent Israël, en particulier l'Iran, assimilé pour l'occasion à l'Allemagne nazie.

Une chose importante qu'on nous a forcé à croire, c'est que le monde ne changera jamais, reconnaissant qu'il est cruel et injuste, mais que c'est comme ça et qu'il est idiot de ne pas l'accepter. Voilà le principal obstacle au changement. La certitude que rien n'est possible !

Mais qui peut arrêter tout ça ? Et bien nous, pardi ! Les citoyens de cette planète. C'est-à-dire la société civile, qui, malgré ses difficultés à s'organiser, lance plusieurs campagnes de grande envergure.

1) le boycott total d'Israël, et la pétition pour que ses criminels de guerre soient jugés par la cour internationale

(<http://www.youtube.com/watch?v=LOXwO8Gm6lk>)

2) les convois humanitaires et toutes sortes de tentatives pour faire entrer de l'aide à Gaza.

3) la campagne internationale pour briser le siège de Gaza et permettre la libre circulation des biens et des personnes, comme l'exige la déclaration universelle des droits humains (10 12 1948).

3-2 L'ampleur de la guerre de renseignements engagée entre les occupants israéliens et la résistance palestinienne. Sans relâche, les services israéliens de renseignements essaient d'engager des Palestiniens. Ils font l'impossible pour recruter dans tous les domaines, des pêcheurs travaillant sur la place de la bande de Gaza, en particulier.

Ces tentatives ne font que montrer l'ampleur de la guerre de renseignements engagée entre les occupants israéliens et la résistance palestinienne.

En effet, les services israéliens se sont vus désabusés, désorientés, désarmés, après que les services de sécurité du ministère palestinien de l'intérieur de la bande de Gaza avaient pu détruire la plupart de leurs réseaux de collaborateurs. Des réseaux que les Israéliens avaient mis des années et des années à construire. Le manque de renseignements chez l'armée israélienne a pesé lourd lors de sa dernière guerre menée contre Gaza.

L'échec des plans sionistes

Les services palestiniens, main dans la main avec les résistants palestiniens, ont mis en tête de leur liste de priorités la volonté de démanteler et de frapper toute tentative israélienne d'enrôler de nouveaux agents.

Notons que les Israéliens ont beaucoup perdu lorsque le mouvement du Hamas avait fait tomber les anciens services de sécurité de la Bande. Ces services corrompus étaient une passoire infiltrée par des collaborateurs.

Maintenant, les Israéliens font tout pour compenser leur perte inestimable. Ils cherchent n'importe quelle méthode pour infiltrer Gaza, devenue de plus en plus impénétrable. Ils essaient surtout de profiter des points de passage, des points commerciaux en particulier. Mais les services palestiniens et les résistants palestiniens arrivent à mettre en échec les tentatives malheureuses de l'ennemi.

Affrontement acharné

Les Israéliens ont mené une guerre des plus destructrices contre la bande de Gaza. Des milliers et des milliers de tonnes d'obus israéliens sont tombés sur la Bande. Cependant, ils n'ont pas pu atteindre leurs objectifs, les vrais caches de la résistance palestinienne. Il leur manquait les informations nécessaires. Un grand nombre d'agents avaient été liquidés, avant, pendant et après la guerre. Les Israéliens avaient confié à certains d'entre eux des missions paramilitaires et même militaires.

Viser les pêcheurs

La fragilité récente de leurs services de renseignements pousse les Israéliens à se focaliser sur les pêcheurs palestiniens. Ils veulent les recruter comme collaborateurs. Les services palestiniens étonnent tout le monde en donnant des coups terribles à ces tentatives israéliennes.

Islam Chahwan, porte-parole de la police de Gaza, dit que les Israéliens ne laissent aucune porte sans la frapper pour engager des Palestiniens de la bande de Gaza, une opération désormais difficile, sinon impossible. Ils enlèvent donc des pêcheurs, les harcèlent pour qu'ils travaillent pour eux. C'est vrai qu'on ouvre l'œil sur eux, leur cas reste tout de même dangereux, vu leur niveau d'éducation et le niveau dur d'harcèlement pratiqué sur eux par les kidnappeurs israéliens.

Une double confrontation

Le travail des services de sécurité et des résistants palestiniens ne s'arrête pas sur le bord de la découverte et de l'anéantissement des réseaux de renseignements. Eux aussi, ils enrôlent des collaborateurs dans leurs services.

Les agents repentis étaient, dans la dernière guerre agressive israélienne menée contre Gaza, de forte utilité pour la résistance palestinienne. Ils lui fournissaient des informations primordiales sur les mouvements de l'ennemi.

Une réussite considérable pour la résistance, pour le Hamas, pour les brigades d'Al-Qassam.

Cette guerre de renseignements non déclarée entre la résistance palestinienne et les occupants israéliens sera un élément à prendre en considération dans toute guerre militaire à venir.

CPI

17 avril 2009

<http://www.palestine-solidarite.org/rapport.CPI.170409.htm>

3-3 Les obus au phosphore blanc : les enfants de Gaza ne peuvent même pas pleurer.

« Quand je serai grand, je serai un grand combattant. Je lancerai des missiles Qassam sur l'Entité sioniste. Mais maintenant, je voudrais partir ailleurs pour trouver le soin nécessaire pour mon cas ; aidez-moi, s'il vous plaît ! ». Avec ces propos, l'enfant palestinien Mahmoud Hani nous a reçus dans l'hôpital "Palestine" du Caire. En effet, il avait perdu les yeux à cause d'un obus au phosphore blanc tiré par les forces israéliennes d'occupation sur sa maison, dans le département de Khan Younes, au sud de la bande de Gaza.

En dépit de ses douleurs et de ses blessures encore bien voyantes sur son visage et sa jambe droite, en dépit du choc psychologique qu'il avait subi, l'enfant Mahmoud prend toujours l'initiative de parler à ses visiteurs, avec un arabe palestinien et un léger accent égyptien.

Tueurs des yeux !

« Les Juifs ont bombardé nos maisons avec des missiles, avec le phosphore blanc qui démolit les yeux. J'ai senti que ma tête me quittait ; et je n'ai rien vu après », dit l'enfant avant de s'arrêter. Il voulait pleurer comme tout enfant, comme tout un chacun. Mais comment faire sans yeux ?! Sans larmes ?! Les visiteurs pleuraient pour lui, pour tous les enfants de Gaza et pour eux-mêmes.

« Nous n'avons rien à Khan Younes. Même pas de l'eau. Je suis contre toute trêve avec "Israël", avant qu'elle ouvre les points de passage de façon totale », proteste-t-il.

Mahmoud est un vrai reflet du drame des habitants de la bande de Gaza. Reflet de la catastrophe laissée par les forces israéliennes d'occupation lors de leur dernière guerre menée contre les civils de Gaza. Il est évident pour tout le monde que les forces israéliennes ont utilisé toutes les armes internationalement prohibées : obus au phosphore blanc, uranium enrichi, bombes à sous-munition...

Les hôpitaux égyptiens

Des responsables égyptiens indiquent que leurs hôpitaux sont pleins et ne pourront plus recevoir de blessés palestiniens. Par contre, ils appellent leur gouvernement à laisser les blessés palestiniens voyager vers des destinations où ils pourront recevoir le soin nécessaire pour leurs cas ; certains ont des brûlures bizarres, difficiles à traiter.

Le docteur Mohammed Al-Bijrimi, médecin à l'hôpital de Ain Chams, a passé deux semaines à l'hôpital européen de Gaza durant la guerre. Il confirme pour sa part que les hôpitaux égyptiens pourront recevoir tous les blessés palestiniens et que les médecins égyptiens sont d'une efficacité exemplaire.

Par ailleurs, les centres et les institutions juridiques ont catégoriquement condamné l'utilisation par les forces israéliennes d'occupation d'obus au phosphore blanc et d'autres armes prohibées contre les habitants civils et les enfants de la bande de Gaza. Ils se voient inquiets devant les brûlures pour lesquelles on ne trouve de solution qu'en tranchant les membres touchés. Il faut alors une enquête immédiate.

Les hôpitaux de la bande de Gaza ont reçu un grand nombre de civils dont des enfants blessés par des bombes causant toutes sortes de brûlures, des brûlures inconnues. Les obus causaient des incendies et faisaient sortir des fumées asphyxiantes et démolissant le corps, surtout les yeux.

La responsabilité des occupants israéliens

L'Entité sioniste porte la totale responsabilité de ses crimes perpétrés contre les civils de la bande de Gaza, disent les centres juridiques. Pourtant, il n'y avait aucune raison valable d'utiliser une telle force disproportionnée. Ils appellent donc la communauté internationale à intervenir pour l'application de l'article de la convention de Genève concernant la protection des civils en temps de guerre. L'application de cet article implique la poursuite des responsables de ces crimes de guerre.

A noter que des organisations internationales, et même israéliennes, ont crié haut et fort contre les crimes de guerre commis contre les civils palestiniens de la bande de Gaza. Ils appellent à une constitution de commissions indépendantes pour enquêter sur l'utilisation d'armes prohibées utilisées de façon disproportionnée contre les habitants civils de la bande de Gaza.

Ils appellent surtout à une poursuite systématique de tous les responsables politiques et militaires dont la responsabilité dans de tels crimes a été reconnue.

[07/02/2009 –

CPI

3-4 Ayman Quader : Le soldat israélien modèle est un tueur... mais aussi un voleur.

Le vieil homme assis sous la lumière d'une lampe à pétrole et paraît d'humeur très sombre.

Sa femme assise dans le coin opposé, se lamente à haute voix : « Ils ont souillé nos draps, haram, haram, ils ont démolé notre lit, tiré des coups de feu sur notre lit » et le vieil homme ajoute : « Ils ont pris tout notre argent. Le lendemain, du jour où nous sommes partis, nous avons trouvé un billet de 100 shekels dans le jardin, c'était tout ».

Il parlait de l'occupation de sa maison par les Israéliens à un reporter étranger venu filmer les destructions au nord de la bande de Gaza.

Saad Al-Atar vit dans une rangée de maisons, dans le quartier Atatra, le long d'une crête élevée surplombant la ville de Gaza . C'est la partie de la bande de Gaza la plus proche de la frontière israélienne, et elle permet aussi d'avoir une vue à longue distance de la ville de Gaza ; ce secteur a été bombardé à maintes reprises dans les premiers jours [de l'attaque israélienne], et la plupart des maisons ont été détruites.

Puis les hélicoptères Apaches ont tiré des roquettes sur ce qui restait et les mitrailleuses ont tiré sur tout ce qui bougeait. M. Al-Atar était resté à la maison avec sa famille, même lorsque les tirs de mitrailleuses ont traversé la fenêtre et ont arrosé le mur derrière eux.

Le journaliste étranger a tâté du doigt les grands trous dans le plâtre ; pour lui il s'agissait juste de petits orifices dans le mur, mais pour M. Al-Atar, ils représentaient la peur et en même temps le miracle d'avoir survécu.

Mais il y avait encore quelque chose de pire dans la pièce suivante, où il n'y avait pas de lumière : une rangée de petites marques de balles à un niveau inférieur.

« Nous étions en train de manger notre repas sur le sol lorsque c'est arrivé. Si nous avions été assis sur des chaises, ces balles auraient traversé nos têtes. J'ai de la chance de ne pas avoir les moyens de mettre des chaises dans les deux pièces », nous dit M. Al-Atar.

Que s'est-il ensuite passé ?

« Les Israéliens sont arrivés et ont pointé leurs armes sur nous. Ils nous ont dit d'entrer dans l'arrière-salle, où les coups de feu avaient été tirés, et d'y rester, et ils sont allés sur le toit. Ils nous ont dit que si nous bougions, ils tireraient sur nous. Ils sont montés et ils ont volé mon argent, sali les lits, laissé des préservatifs partout. Ils ont tiré des coups de feu sur le lit - pour quoi faire ? Alors que les gens mourraient, ils faisaient l'amour les uns avec les autres dans notre lit, et puis ils l'ont détruit. Tout notre argent était dans le matelas, pour toute la famille, et ils ont tout pris. Après 3 jours, ils sont partis. »

Sa famille de sept enfants et son épouse étaient à l'écoute dans la pièce assombrie. « Il n'y a pas de vitres aux fenêtres, et nous ne pouvons nous permettre même d'acheter des feuilles de plastique » a déclaré Mme Al-Atar. « Les Nations Unies nous a donné des couvertures, mais nous n'avons pas d'argent pour réparer quoi que ce soit et personne ne nous aide. Personne. Et il fait froid, même nos vêtements, ils sont déchirés et sales - regardez, regardez ces déchirures, pourquoi, pourquoi nous font-ils cela, pourquoi ? »

Ils buvaient leur thé en silence, puis le photographe est parti et la lumière s'est éteinte.

Ayman T. Quader vit dans la bande de Gaza.

23 avril 2009

Il peut être joint à ayman.quader@gmail.com

<http://palestine.over-blog.net/article-30578497.html>

Adresse de son blog : <http://peaceforgaza.blogspot.com/20...>

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6498

3-5 PAJU : Humour féroce sur leur poitrine.

Le journal israélien Ha'aretz a soulevé récemment une vague de controverse quand il a révélé que les soldats israéliens créent le design, achètent et portent des T-shirts sur lesquels on peut voir des messages comme ceux-ci :

- Un T-shirt d'un tireur d'élite porte l'inscription « *1 balle, 2 morts* » à côté de la photo d'une femme palestinienne enceinte, touchée au ventre.
- Un T-shirt pour tireurs d'élite d'infanterie porte l'inscription « *Mieux vaut utiliser Durex* » à côté de la photo d'un bébé palestinien mort, de sa mère en pleurs et d'un ours en peluche.
- Le bataillon Lavi s'est fait faire un T-shirt portant l'inscription « *Je parie que tu t'es fait violer* » accompagnée d'un dessin d'un soldat et d'une jeune femme couverte d'ecchymoses.
- Le bataillon Haruv a imprimé des T-shirts portant l'inscription « *Nous n'arrêterons qu'après confirmation de mort* », une pratique – déniée par l'armée - qui consiste à tirer, à bout portant, une balle dans la tête de la victime.
- Un T-shirt de juillet 2007 porte l'inscription « *C'est plus difficile à viser quand c'est petit* », avec l'image d'un enfant mis en joue par un soldat.
- Un T-shirt imprimé pour les soldats du bataillon Lavi porte l'inscription « *Nous sommes venus, avons vu, avons détruit* », avec des images descriptives (armes, soldat en colère, village palestinien, mosquée en ruines). Ce bataillon a passé trois ans en Cisjordanie.
- Un T-shirt d'autres tireurs d'élite porte l'inscription « *Inutile de courir, tu vas mourir fatigué* » avec l'image d'un jeune garçon palestinien en fuite.
- Un T-shirt de la brigade Golani porte l'inscription « *Pas de vierge, pas d'attaque terroriste* » avec l'image d'un soldat en train de violer une fille.

Pourquoi ces images et slogans sont-ils si populaires?

Selon la sociologue israélienne, Dr Orna Sasson-Levy, ce comportement révoltant fait partie d'un processus de radicalisation qui balaie tout le pays.

Le Palestinien n'est plus perçu comme une personne, un être humain qui a des droits fondamentaux. Alors, il est un objet auquel on se permet de tout faire.

Adapté de « Bébés palestiniens morts et Mosquées bombardées – la mode IDF en 2009 », écrit par le journaliste israélien Uri Blau et publié le 20 mars 2009 par le grand quotidien israélien Ha'aretz.

Texte complet : <http://www.haaretz.com/hasen/spages/1072466.html>

Mondialisation.ca,

Le 3 avril 2009

3-6 Voici comment les colons développent une colonie...

Un groupe de colons construit une cabane, à plusieurs centaines de mètres d'une colonie existante, près d'un chemin de terre. Ils arrivent généralement avec leur matériel et l'armée, qui les accompagne, les aide, les protège.

La colonie illégale Kharsina est située au nord-est d'Hébron. Elle a été créée en 1985, sur des terres palestiniennes qui appartenaient en majorité à M. Jouda Jaber et à sa famille.

La maison familiale a été détruite par les forces d'occupation au prétexte qu'elle était trop près de la colonie.

Depuis 1985, la colonie n'a cessé de s'étendre, volant de plus en plus de terre aux Palestiniens, ainsi que leurs ressources agricoles.

La semaine dernière, un groupe de colons de Kharsina a amorcé une nouvelle extension, entre Kharsina et

Hébron. Les photos ci-dessous vous montrent comment ils s'y prennent pour créer une nouvelle colonie qui se transformera en "fait accompli".

Un groupe de colons construit une cabane, à plusieurs centaines de mètres d'une colonie existante, près d'un chemin de terre. Ils arrivent généralement avec leur matériel et l'armée, qui les accompagne, les aide, les protège.

Une fois la cabane construite, ils l'équipent de quelques aménagements, réchaud à gaz, table, chaises, matelas, de manière à pouvoir y vivre en permanence, en se relayant. Souvent, ils indiquent par une pancarte que le local est une synagogue.

Aussitôt, l'armée ferme le chemin qui mène à cet avant-poste, que les Palestiniens empruntaient pour circuler. Ensuite viendront quelques caravanes ou tentes, qui s'installeront autour de la cabane initiale, puis les nouveaux arrivants placeront leurs structures en direction de la « colonie mère ».

Dès que l'avant-poste comporte une cinquantaine de personnes, demande est faite aux autorités israéliennes de le raccorder à l'électricité, et à l'eau, et de goudronner le chemin de terre. En quelques mois, l'espace entre la « colonie-mère » et l'avant-poste est occupé.

ISM-France

Jeudi 30 Avril 2009

<http://ism-france.org/news/article.php?id=11790&type=temoignage&lesujet=Colonies>

3-7 Amin Abu Wardeh : Les Israéliens arrêtent de plus en plus d'enfants, de plus en plus jeunes.

La section palestinienne du Mouvement Mondial Pour la Défense de l'Enfance rapporte que l'emprisonnement d'enfants palestiniens par les Israéliens est en hausse. Au cours des deux derniers mois, les forces israéliennes ont augmenté leurs campagnes contre les enfants. Fin février, 423 enfants étaient détenus dans les prisons israéliennes. Ce chiffre est le plus important depuis le début de l'Intifada en 2000.

En plus d'un nombre d'enfants détenus en inquiétante augmentation, l'association rapporte que les détenus sont de plus en plus jeunes. Pendant les deux premiers mois de l'année 2009, les forces israéliennes ont procédé à l'arrestation de 10 enfants âgés de 12 et 13 ans. Tout au long de l'année 2008, trois Palestiniens de 12 et 13 ans avaient été arrêtés. L'organisation pointe du doigt cette escalade qu'elle juge "dangereuse".

Depuis le début de l'Intifada Al Aqsa en 2000, les autorités d'occupation israéliennes ont arrêté environ 6700 enfants palestiniens. Actuellement, il existe encore 423 dans les prisons israéliennes. Leur âge varie de 12 à 17 ans. Parmi les enfants, on trouve six filles, toutes en détention administrative, c'est-à-dire inculpées sans procès.

Les enfants détenus sont soumis à la torture, l'humiliation et à des traitements cruels lors de l'arrestation et de l'interrogation, déclare la "Défense de l'Enfant". Ces techniques sont utilisées pour détruire le moral des enfants prisonniers palestiniens et obtenir des aveux rapides. Les aveux sont ensuite utilisés par les tribunaux militaires pour prononcer des condamnations, au cours d'un procès loin d'être équitable.

L'organisation internationale, dans ses rapports sur les droits de prisonniers affirme que les enfants sont privés du droit de recevoir un traitement médical approprié et n'ont pas droit aux visites familiales. Les enfants palestiniens dans les prisons israéliennes sont également privés du droit à l'éducation. La santé physique de ces enfants est également en péril, en raison à la fois de l'isolement, des coups et de la confiscation de leurs fonds personnels qui leurs permettraient d'acheter des aliments supplémentaires dans le magasin de la prison.

La section palestinienne de l'organisation a appelé Israël à stopper sa politique d'arrestations arbitraires d'enfants. Elle a également lancé un appel à la communauté internationale, lui demandant de faire pression sur l'Etat Occupant afin qu'il respecte les normes énoncées dans la Convention Relative aux Droits de l'Enfant et la Convention Contre la Torture.

(Amin Abu Wardeh : PNN)

27 April

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19